



Sheila Walker et son fils Michael, réfugiés à la polyvalente St-Henri

LA RENGAINÉ DU PROPRIO

La solution des propriétaires à la crise : déréglementer et hausser les loyers. Le libre-marché n'a jamais répondu au manque de logements abordables.

PAR MICHELINE DAHLANDER

Sous la tente, des parents en quête d'un logement par téléphone portable; dans les parcs, des guerres de territoire entre sans-logis; des gymnases débordants d'enfants entassés avec leur famille: le manque de logement a mené à tout les excès pendant l'été 2002. À l'automne, aux trois cents familles montréalaises toujours en quête d'un espace vital, se sont ajoutés les milliers d'étudiants universitaires fraîchement débarqués. Il y a six logements vacants sur mille (0,6%) à Montréal.

Au Québec, 15 villes plongent sous le seuil de trois logements disponibles sur cent (3%),

indice d'une crise. Le redressement du marché de l'emploi et l'augmentation du nombre de nouveaux ménages alimentent cette pénurie pour les plus pauvres. Les familles avec enfants, les handicapés et les mauvais payeurs trouvent difficilement à se loger. Le Québec compte un million de locataires. Le quart d'entre eux consacrent plus de 50% de leurs revenus au loyer. Il ne leur reste que des miettes pour se nourrir, se vêtir et se soigner. Consacrer plus de 30% de son revenu à l'habitation rend admissible à un logement social, mais il en manque et les programmes de construction annoncés ne combleront pas les besoins cette année.

Les crises du logement sont cycliques depuis la Seconde Guerre Mondiale, nous dit Marc Choko, auteur de plusieurs ouvrages sur le sujet. Le manque de logements est réel quoique la plupart des gens soient bien logés et confortablement en plus. «Il se construit moins de logements, nous dit M. Choko, parce que le capital privé se retire de la construction de manière cyclique. Si cela coïncide avec un désengagement de l'État, cela provoque une crise. Le libre marché n'a jamais répondu au manque de logements abordables. L'État doit jouer un rôle direct (pour en construire). C'est utopique de penser que le privé va le faire.»

La construction de logements chute au Québec depuis 20 ans. En 1987, 2 700 unités étaient mises en chantier grâce à de généreuses mesures fiscales, abolies pendant la récession, il y a dix ans. Aujourd'hui, il s'en construit environ 3 000 par année. ►